Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 21, n°2 | 2017

L'histoire de la criminalité et de la justice pénale :
propositions de recherche pour le 21^e siècle

La « preuve du crime dans les entrailles de la victime » : Pratique pénale et investigations médico-légales sous l'Ancien Régime

Michel Porret

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1950>

DOI : 10.4000/chs.1950

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 271-285

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Michel Porret, « La « preuve du crime dans les entrailles de la victime » : Pratique pénale et investigations médico-légales sous l'Ancien Régime », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 21, n°2 | 2017, mis en ligne le 19 juillet 2020, consulté le 13 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1950> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1950>

La « preuve du crime dans les entrailles de la victime »

Pratique pénale et investigations médico-légales sous
l'Ancien Régime¹

Michel Porret

À Alessandro Pastore

« [...] le dix-huitième siècle [...], a été la véritable aurore du beau jour qui devait luire sur la médecine légale. [...] l'Académie royale de chirurgie et la Société royale de médecine, produisirent des hommes qui répandirent des torrents de lumières sur toutes les parties de l'art de guérir ». F.E.Fodéré, *Traité de médecine légale et d'hygiène publique ou police de santé adapté aux codes de l'empire français, et aux connaissances actuelles* [...], Paris, 1813, Mame, I (P.XXXIV).

« La justice est obligée de chercher la preuve du crime jusque dans les entrailles de la victime ; la science doit ouvrir les corps pour apprendre à soulager les maux de l'humanité ; la police, dans un intérêt de salubrité et d'ordre public, s'empare des cadavres abandonnés ». Adolphe Guillot, *Paris qui souffre. La basse geôle du Grand-Châtelet et les morgues modernes*, Paris, Rouquette, 1887 (p. 10).

Entre rétribution, discipline, prévention générale du crime et discipline sociale, le régime pénal classique focalise la violence légitime de l'État justicier sur le corps soumis de l'*homo criminalis*. Commun sous l'Ancien Régime, le corps à corps suppliciaire cadre la mort pénale comme en atteste – parmi maints documents judiciaires de la pratique punitive – le « verbal » d'un magistrat genevois qui relate la pendaison d'un voleur récidiviste (16 juillet 1689) : « [le bourreau] étant descendu l'échelle et trouvé que ledit patient [condamné] n'était pas encore entièrement mort, il aurait achevé de l'étrangler et lui aurait donné plusieurs coups de pieds au ventre et quelques coups de tête de sa hache sur l'estomac, de manière, qu'étant icelui patient mort, il l'aurait levé aussi haut qu'il aurait pu le faire et attaché contre l'échelle »².

Depuis le crépuscule du Moyen Âge, en places publiques (fontaines) ou aux frontons des maisons de justice, la figure allégorique de la justice féminine au glaive

¹ Ce bref essai s'insère dans un chantier sur l'histoire de la médecine légale sous l'Ancien Régime pour une monographie en cours de rédaction.

² *Archives d'État de Genève*, Procès criminel (P.C.) série I, 4814.

et à la balance avec les yeux bandés et le genou fléchi – signes et attributs de sévérité, d'impartialité et de clémence selon Mario Sbriccoli – illustre l'hégémonie de l'État pénal³. Ce monopole punitif se déploie sur un ressort unifié par le langage juridique vernaculaire, les ordonnances et la jurisprudence de l'arbitraire constructif selon la conception circonstancielle aggravante ou atténuante du crime⁴. Mettant fin à la justice médiévale de composition entre clans et familles, le pénal comme attribut étatique de la souveraineté absolue criminalise la vengeance privée. L'ultime maillon de la « chaîne du pénal » réside dans la justice patibulaire qu'inflige l'exécuteur de la haute justice au « patient » convaincu d'un crime capital. Avec une intensité infamante échelonnée sur l'atrocité du crime, le supplice public représente la quittance sociale de confiscation de la vengeance privée par l'État justicier.

Brigand, assassin, « sorcière », empoisonneur, voleur domestique : hommes et femmes convaincus d'un « crime atroce » sont livrés *manu militari* au bourreau. Le « spectacle de la douleur » culmine dans la mort infamante du larron repent *coram populo* afin de montrer que « justice est faite »⁵. Commune dans toute l'Europe de l'Ancien Régime, la liturgie punitive flétrit, violente et brise les « corps vils ». La dépouille du supplicié revient par droit ou achat aux maîtres chirurgiens qui l'ouvrent discrètement ou publiquement au théâtre d'anatomie ou à l'hôpital pour comprendre la vie selon le corps mort⁶.

Cette corporalité pénale focalise largement l'historiographie contemporaine. Or, si le *corps supplicié* du condamné repent est central dans l'économie punitive à finalité dissuasive et exemplaire, le *corps meurtri* de la victime (usage sécularisé en français dans les années 1730⁷) occupe depuis la fin du Moyen Âge avec les dissections documentées le champ croissant de la « médecine judiciaire »⁸. Sous l'Ancien Régime, entre normes et pratiques, les savoirs médicaux indispensables à qualifier les pathologies de la violence accidentelle, suicidaire ou criminelle objectivent le statut du corps meurtri comme un bien juridique qui catégorise en gravité croissante les comportements illicites. La *Medecina forensis*, selon la terminologie classique issue du *jus romanum* (« médecine publique du forum »), échelonne les pathologies corporelles qui résultent de la violence à la sévérité pénale. Ce renforcement de la certitude du processus inquisitoire coïncide avec les compétences naturalistes (botanique, anatomie, chimie, physique) des experts que les magistrats convoquent et assermentent sur la scène judiciaire⁹. Dans la disette des preuves positives, la médecine légale est donc l'« art d'appliquer les connaissances et les préceptes de la médecine aux différentes questions du droit, pour les éclaircir et les interpréter », écrit Paul Augustin Olivier Mahon, dans l'un des tout premiers ouvrages français dont le titre en 1801 mentionne le concept de « médecine légale », néologisme avec le long article « Médecine légale » du médecin matérialiste Jean Lafosse de Montpellier publié en 1777 dans le *Supplément à l'Encyclopédie*¹⁰.

³ Sbriccoli (2005).

⁴ Porret (1995, p. 417-445).

⁵ Allinne *et al.* (2014) ; Foucault (1975) ; Friedland (2012, p. 89-158 notamment), Spierenburg (1984).

⁶ Chamayou (2008) ; Mandressi (2003).

⁷ Porret, *in* Garnot (2000).

⁸ Shatzmiller (1989).

⁹ Baumer (1778, p. 5-8).

¹⁰ Mahon (Frimaire an X, décembre 1801, I, p. 139) ; Lafosse (1777, p. 877-890).

Sur la scène judiciaire traditionnelle – accident, suicide, crime – la saisie médico-légale des corps meurtris reste moins étudiée que le corps puni malgré des travaux anciens ou novateurs pour l'Ancien Régime et le long XIX^e siècle. Formé en droit et en médecine, élève du professeur titulaire de la chaire lyonnaise de médecine légale Alexandre Lacassagne, disciple d'Alphonse Bertillon dont il importe l'anthropométrie dans le laboratoire de police scientifique qu'il crée à Lyon en 1910, le célèbre docteur Edmond Locard consacre sa thèse de 1902 à l'histoire des usages médico-judiciaires dans le ressort du royaume français au XVII^e siècle (*Le XVII^e siècle médico-judiciaire*). À l'instar de rares monographies parues antérieurement, pétri de positivisme et de téléologie juridico-scientifiques qui valident l'histoire-progrès de la science naturelle née avec la vraie philosophie au siècle des Lumières, Locard souligne dans ce travail (« médecine historique ») la suprématie de la *médecine légale* comme savoir constitué au XIX^e siècle sur les savoirs épars de la *médecine judiciaire* sous l'Ancien Régime¹¹. Après l'ouvrage fondateur de Locard, l'histoire de ce savoir sous l'Ancien Régime s'est durablement confinée à l'analyse positiviste des normes légales ou de la doctrine que proposaient des médecins ou des juristes dans leur faculté universitaire respective pour en montrer l'historicité¹². Cette épistémologie interne à la discipline oublie parfois les enjeux sociaux et les périmètres pratiques des savoirs et des usages médico-légaux que livre l'archive judiciaire dans un ressort urbain mais aussi rural.

En 1968 déjà, Robert Mandrou montre l'impact du naturalisme médico-judiciaire sur le reflux des procès de sorcellerie avec la critique épistémologique de la conception parfois providentialiste – mais devenant scandaleuse pour la raison naturelle – du corps possédé par le mal. Dès les années 1980, la médecine légale constitue un chapitre original de l'historiographie du corps vivant ou du cadavre ainsi que de la justice criminelle notamment saisie en sa dimension réparatrice¹³. Dans ce contexte, l'histoire intellectuelle des lois, de la doctrine et des traités de médecine légale montre la croissance des ouvrages médico-légaux imprimés entre la Renaissance et les Lumières. D'obédience matérialiste et naturaliste, la doctrine médico-légale classique prépare le terreau scientifique propice à l'affirmation institutionnelle de la médecine légale comme savoir constitué après le tournant du XIX^e siècle¹⁴. Son enseignement expérimental se généralise entre 1780 et la fin de l'Empire dans les États à forte tradition juridique et académique (Italie du Nord, États pontificaux, Naples, Prusse, France) et aménage l'apogée positiviste du long XIX^e siècle – que l'historiographie contemporaine place parfois avec l'enquête judiciaire dans une rupture paradigmatique avec le temps des Lumières¹⁵.

En ce qui concerne l'histoire des savoirs médico-judiciaires tout autour des corps meurtris sous l'Ancien Régime, la problématique est celle notamment de leur configuration étatique (lois), de leur consommation institutionnelle (cours de justice), de leur fabrication intellectuelle (traités), de leur répercussion sociale (chirurgiens,

¹¹ Locard (1902, P. vii).

¹² Brittain (1965); Desmaze (1880); Munoz et Manuel (1974); Guerin (1929); Guillien-Bruneteau (1995); Levanti (1951); Planques (1959); Olivier (1939).

¹³ Barras et Porret (1999); Durand *et al.* (1997); Fonsesca (1987); Labbé, (1990); Mandrou (1968, p. 325-331).

¹⁴ Lecuir (1979); Fisher-Homberger (1983).

¹⁵ Chauvaud (2000); Menenteau (2013); Farcy *et al.* (2007).

médecins) et de leurs enjeux juridico-normatifs¹⁶. À ce questionnement général qui pointe la sécularisation des contentieux médico-légalisés (suicide), s'ajoutent des enquêtes sociales en archives criminelles ou civiles pour évaluer les pratiques quotidiennes ainsi que la formation et le travail des protagonistes assermentés et rétribués de la médecine judiciaire dans un ressort urbain ou rural : sage-femme, apothicaire, chirurgien, médecin¹⁷. Sur la scène judiciaire, par usage ou statut, les sages-femmes analphabètes et les maîtres-chirurgiens sont dépositaires des compétences de la simple « police des corps ». Entre visite routinière de la femme enceinte ou violée mais aussi de l'enfant abusé (sage-femme, chirurgien) et levées cadavériques et autopsies à caractère judiciaire (chirurgien et médecin) dont la fréquence augmente depuis le XVI^e siècle, ces experts aident à qualifier le corps du délit selon les pathologies observées, naturalisées, quantifiées et parfois traduites en langage judiciaire.

Notamment issus des académies, les médecins diagnostiquent souvent l'empoisonnement criminel selon l'examen des entrailles et l'analyse olfactive, visuelle mais aussi par précipitation ou carbonisation de prélèvements cadavériques confiés à l'apothicaire. Les médecins établissent le mécanisme et les symptômes physiologiques de la suffocation respiratoire du noyé pour établir si la victime est tombée à l'eau vivante ou morte afin de proposer l'hypothèse du crime, de l'accident ou du suicide¹⁸. Interrogeant le voisinage ou scrutant les dernières lettres des désespérés, les médecins formulent aussi le diagnostic rétrospectif de l'aliénation mentale du suicidé pour en décriminaliser le passage à l'acte¹⁹. Dans le prisme analytique des usages selon l'archive pénale, l'histoire de la médecine judiciaire recoupe étroitement celle de la violence et de la souffrance sociales que livrent les dossiers médico-légalisés des conduites suicidaires, de l'exposition des nouveau-nés, de l'infanticide, des crimes sexuels, de la levée de corps après un incendie, ou encore des assassinats atroces comme l'empoisonnement²⁰. Aux corps meurtris, s'ajoutent les objets matériels livrés à l'investigation et à l'expertise judiciaire (logis fracturés, armes, fausse monnaie, métal de mauvais aloi, poids et mesures trafiqués, denrées altérées, imprimés contrefaits, etc.)²¹. Depuis la Renaissance, encore relativement peu connue, cette histoire sociale, institutionnelle et matérielle de l'expertise dans les tribunaux montre la continuité épistémologique d'une alliance normative entre la magistrature judiciaire – dépositaire par délégation de souveraineté du monopole pénal – et les experts sommés de répondre aux questions des magistrats après avoir *de visu* inspecté les corps meurtris.

¹⁶ Clark et Crawford (1994).

¹⁷ Pastore (1998) ; Testori (2015).

¹⁸ Porret (2007).

¹⁹ Porret (2013).

²⁰ Porret (2008, 2010, 2014).

²¹ Porret (1998), Sauvain (1999).

DE INSPECTIONE OCCISI

Or, dès la Renaissance au moins, la médecine du crime, du suicide, de l'accident et de l'aliénation induit le champ immense des *questiones medico legales* selon l'ouvrage éponyme que publie dès 1621 Paolo Zacchia – médecin des papes Innocent X et Alexandre VII, humaniste à la culture universelle²². Âges naturels de la vie, autopsie, grossesse, « suppression de part » et infanticide, difformités simulées des mendiants et maladies vénériennes des « lubriques », mélancolie suicidaire, miracles douteux, *furor et dementia*, commerce sexuel « contre nature », signalétique corporelle des justiciables, stérilité et impuissance (divorce), empoisonnement accidentel mais aussi volontaire, *vita in utero*, viol, virginité (*etc.*) : d'une « consultation » d'un individu meurtri à l'autre, sceptique envers le corps enchanté qui échappe aux lois universelles de la nature (*cruentatio*, marque satanique, miracles, reliques corporels, stigmates, *etc.*), Zacchia prône la médecine matérialiste du corps violenté ou suspect comme savoir global pour objectiver, séculariser et naturaliser les contentieux des droits civil et pénal²³. Pour éclairer le magistrat, il délimite le champ socio-institutionnel et épistémologique de la médecine légale la plus moderne comme l'affirmeront avec enthousiasme les médecins légistes positivistes, tributaires et critiques de la tentative holistique qu'entre doctrine et pratique opère au tournant du XIX^e siècle Emmanuel Fodéré dans les domaines médico-légal, psychiatrique, épidémiologique et de l'hygiène publique²⁴. À l'instar d'Alexandre Lacassagne qui loue le praticien romain pour avoir soulevé et éclairé « tous les problèmes de la médecine judiciaire », les légistes positivistes transforment rétrospectivement Zacchia en précurseur de la « jurisprudence médicale » dont l'œuvre reste la matrice épistémologique de leur propre discipline²⁵. Or, entre théorie et pratique, le savoir naturaliste que Zacchia synthétise s'ancre profondément dans l'instruction criminelle de style inquisitoire *via* l'« inspection médico-judiciaire » du corps du délit – soit la dépouille ou le corps vivant selon le docteur Marc en 1808²⁶. « Consultation », « rapport », « verbal », « visite » : datée et signée, document judiciaire authentique, l'expertise comme témoignage *de visu* certifie les « traces d'un délit » sur un corps vivant mais aussi un cadavre avant ou après inhumation.

Promulguée le 26 août 1670 pour unifier la procédure inquisitoire dans tous les parlements de la monarchie, l'Ordonnance criminelle de Saint-Germain-en-Laye consacre son titre V à la médecine judiciaire (« Des rapports des médecins et des chirurgiens ») et en ouvre le champ jurisprudentiel²⁷. En 1729, y fait spécifiquement écho – par exemple – le *Leggi e costituzioni* du royaume de Piémont-Sardaigne (« Titolo V. Della Relazione dei Medici e Cerusfici » ; Titolo VI. Delle Visite, e Testimoniali del Corpo del Delitto »).

²² Pastore et Rossi (2008).

²³ Vallon et Genil-Perrin (1912) ; Pastore et Rossi (2008).

²⁴ Fodéré (1798, 1813). Si la bibliographie du « Zacchias » français est importante, peu de travaux récents lui sont consacrés. Les actes du colloque international de Genève (2011) organisé par F. Chauvaud, P. Mangin, M. Ortolani, A. Pastore et M. Porret sont à paraître : Fodéré à la genèse de la médecine légale moderne. *Doctrines, pratiques, savoirs et réseaux d'experts des Lumières au début du XIX^e siècle*.

²⁵ Lacassagne (1878) ; Porret (*in* Pastore, Rossi, 2008b, p. 327-351).

²⁶ Marc (1808, p. viii) ; Porret (2000, 2014).

²⁷ Jeanclos (1996, p. 24).

Dans le royaume sarde, la *Taxe des émoluments et des droits* (1729) – notamment octroyés au chirurgien selon le temps et les lieux de son expertise et pour chaque plainte avec visite des blessures ainsi que des cadavres – quantifie le champ social de l'investigation médico-judiciaire exigée par l'État justicier: diagnostic des blessures d'un individu, reconnaissance d'un cadavre pour jauger la morbidité des blessures, examens de robustesse des présumés coupables soumis à la question, visites effectuées par les sages-femmes sur le corps des femmes enceintes ou violées²⁸. Dans le contexte français, selon un premier sondage, inséré dans la grosse centaine de décisions médico-judiciaires qu'impose le Parlement de Paris entre 1670 et 1731 (édit, déclaration) notamment autour des contentieux de la violence interpersonnelle, du viol et des conséquences morbides de la dissimulation des grossesses (exposition, infanticide, etc.), un «arrêt» de la cour souveraine réitère le 1^{er} septembre 1725 l'interdiction de troubler les juges lors de l'autopsie cadavérique au moment de l'inhumation²⁹.

Or, dans la pratique judiciaire, l'exhumation médico-légale éclaire souvent la causalité et le temps probable de la mort violente en évaluant l'aspect et l'altération du cadavre ou des ossements en fonction du terrain comme en 1831 le démontrera le *Traité des exhumations juridiques* de Lesueur et Orfila, père spirituel de la toxicologie médico-légale³⁰. En 1730, s'étant «transporté» sur les terres du mandement rural de la République protestante de Genève, un magistrat fait déterrer le cadavre d'un homme assassiné à coups de hache par l'épouse fugitive avec la complicité de son amant.

LXXV. De inspectione occisi

Damhouder, *Praxis Rerum Criminalium*, 1554.

²⁸ *Leggi e Costituzioni* (1729, II, P.29-37); *Taxes des émoluments et des droits* (1729, P.127-128 et 149).

²⁹ Prévost (1753, p.179).

³⁰ Orfila et Lesueur (1831, I, *passim*).

Habillés, emballés d'un suaire ou nus, les restes cadavériques ou squelettiques sont dégagés de la gangue, levés, conditionnés pour le transport judiciaire (civière, boîte, sac), mis sous scellés, examinés par l'expert qui peut en prélever un échantillon, puis à nouveau inhumés. Montrant la nature homicide des coups portés selon leur disposition anatomique et l'intensité pathologique de l'impact, le diagnostic *post-mortem* des meurtrissures visibles ou occultes objective le mode opératoire de la tuerie. Parfois, les restes prélevés sont « friables au point de se réduire en poussière par le simple tact [des] doigts » comme le déplore en novembre 1762 le chirurgien assermenté et « visiteur des morts » Étienne Meschinot, expert familier de la scène médico-judiciaire, qui supervise et authentifie avec un magistrat l'exhumation de « divers ossements humains » enterrés dans un jardin de la banlieue genevoise, vestiges d'une mort violente³¹.

Sous l'Ancien Régime, entre écriture, expertise, régime probatoire matérialiste et souveraineté du magistrat qui instruit secrètement l'affaire en grand ou petit criminel, la « procédure inquisitoire » d'obédience canonique institutionnalise en Europe continentale le champ croissant de la médecine du crime comme l'explicite de manière précoce la *Constitutio criminalis Carolina* (1532, 1533), monument législatif de l'État pénal moderne³². Sous l'autorité de Charles Quint, la Caroline tente d'harmoniser la procédure judiciaire et le régime des peines dans la mosaïque des ressorts juridiques de l'Empire tout en réglant concrètement l'intervention médico-judiciaire d'experts assermentés devant Dieu et la justice (sage-femme, chirurgien, médecin) sur les scènes de l'infanticide, de l'homicide volontaire (« doute où l'on est si la personne frappée est morte de ses blessures ») et de la levée du corps meurtri qui implique le « procès-verbal de la visite des blessures » avant l'inhumation (articles 36, 130, 149).

Sous le régime moderne de l'État pénal, la qualification du crime implique la mise en indices objectifs et en preuves cohérentes des plaies, des contusions, des meurtrissures et des symptômes visibles de la morbidité criminelle, suicidaire ou accidentelle qu'effectuent les experts assignés sur la scène judiciaire – siège de la cour criminelle, hôpital (« chambre des morts »), logis du justiciable, lieu de la levée cadavérique comme l'illustre notamment la *Praxis Rerum Criminalium* (1554) du pénaliste flamand de Bruges Josse de Damhouder (Fig. LXXV « *De inspectione occisi* »)³³.

Dans le ressort urbain et rural sans appel de la République de Genève, 239 expertises médico-légales signées entre 1716 et 1792 (échantillon) concernent la noyade (21,76 %), les « excès » (14,64 %), la mort accidentelle (6,69 %), les homicides volontaires (5,44 %), l'empoisonnement (3,77 %) et autres (10,40 %). Si les « levées de corps » sont de plus en plus médico-légalisées entre 1716 et 1792 (croissance séculaire des procédures avec expertises sur les circonstances hypothétiques ou probables de la mort naturelle, accidentelle ou criminelle), les procédures pour « blessures » instruites dans les cas de rixes entre 1738 et 1792 suivent la même voie, avec, plus d'une fois sur deux selon les années, la saisie judiciaire d'un ou plusieurs chirurgiens ou médecins assermentés. Ils doivent objectiver les meurtrissures non mortelles et démontrer le mode opératoire qui en découle afin de charger la responsabilité de l'inculpé³⁴.

³¹ Porret et Brandli (2014, p. 29, 48).

³² *Code criminel de l'Empereur Charles V* (1734, P. 85, 242, et 246-247).

³³ Damhouder (2005, p. 176-177).

³⁴ Klein (1998).

Très actif sur cette scène judiciaire à l'instar d'autres experts du ressort genevois (accident, crime, suicide), le maître chirurgien Étienne Meschinet, gagne le 17 mai 1773 la villa de l'ancien procureur général Jean-Robert Tronchin. Son fils unique Jean-Louis (avocat) s'est suicidé avec un fusil car rongé de « mélancolie » délirante selon le médecin Jean-Antoine Butini qui l'a suivi pour endiguer son « anxiété » fiévreuse durant la semaine précédant le drame. Visitant le cadavre levé dans le souterrain allant de la *domus* familiale à la serre des plantes exotiques du domaine, Meschinet infirme l'hypothèse d'un assassinat en confirmant le mode opératoire du suicide selon les vestiges corporels d'une « plaie d'arme à feu située à la partie supérieure et antérieure du col [cou] directement sous la mâchoire inférieure pénétrant dans tout le crâne de bas en haut inclinant à gauche vers l'os temporal gauche et un délabrement considérable de toute la boîte osseuse »³⁵.

Chirurgien et visiteur des morts à l'Hôpital général de Genève, opérant régulièrement sur les innombrables scènes de l'infanticide ou de l'abandon d'enfants comme d'autres experts au XVIII^e siècle, Jean-Jacques Garnier examine en mai 1726 le cadavre « très corrompu » d'un « enfant » trouvé aux fortifications qui enserrant la ville républicaine : « une fille qui me parut être à terme sans ligature au nombril enveloppée d'un linge cousu et si corrompue qu'on peut juger qu'il y avait bien six semaines qu'elle était morte ». Pour le chirurgien Garnier et ses confrères experts des corps meurtris, les circonstances, la certitude naturelle et le temps de la mort résultent des traces matérielles et cadavériques dont ils objectivent la létalité – blessures diverses, contusions, ecchymoses, écorchures, entailles, excoriations, fractures, griffures, hémorragies internes et externes, lésions, meurtrissures, plaies³⁶.

LES VESTIGES DU CRIME

Crimes de sang mortels ou non, duels, délits contre les biens, suicides, accidents : dans ces cas comme à chaque fois, les violences et les impacts volontaires ou involontaires laissent des signes visibles et invisibles sur les corps et les objets. Objectivant la violence infligée à la victime, ces traces bien visibles sont les « vestiges » du crime selon le *Traité de la justice criminelle de France* que publie en 1771 Daniel Jousse, élève du civiliste Pothier, conseiller au Présidial d'Orléans, doctrinaire et praticien, exégète de l'Ordonnance criminelle de 1670, sceptique envers le réformisme des Lumières. Hostile aux « conjonctures » car attaché à l'investigation optique et à une épistémologie judiciaire basée sur la matérialité du corps du délit qui forge l'induction et la déduction, Jousse retient deux sortes de délits selon leurs vestiges : « les uns sont passagers ou momentanés, dont il ne reste *aucune trace ou vestige*, comme l'adultère, le vol sans effraction, les injures verbales, le blasphème, etc. ; d'autres dont *il reste des vestiges*, comme l'homicide, le vol avec effraction, l'incendie, les libelles diffamatoires, etc. »³⁷. Si les « délits passagers » sont sans « vestiges », leur preuve « insuffisante » incombe à deux témoignages visuels souvent contradictoires. *A contrario*, les « délits permanents » ressortent de leur « évidence »

³⁵ Porret et Brandli (2014, p. 268 ; ici texte modernisé) ; Porret (2008a, « Sur le théâtre du suicide », p. 175-206).

³⁶ Porret et Brandli (2014, p. 260 ; ici texte modernisé).

³⁷ Jousse (1771, II, p. 19-44).

matérielle qui en objective les circonstances puis guide la réflexion judiciaire du magistrat et de l'expert.

Les « vestiges du crime » contraignent le juge à gagner les lieux afin de constater le *corpus delicti* pour mieux qualifier le crime. En conséquence, le corps meurtri comme vestige du crime s'offre au chirurgien et au médecin en véritable corps du délit. Observés, visités, ouverts, sondés, découpés, recousus avant inhumation : les corps meurtris incarnent les *vestiges du crime* impératifs à sa qualification non arbitraire grâce à la démarche optique et tactile de l'expert. Blessures et plaies : les traces matérielles et physiques deviennent des indices judiciaires naturels utiles à une qualification plus affinée du crime. Selon Paolo Risi, pénaliste italien d'obédience beccarienne, l'impérative mise en preuve matérielle du corps du délit limite l'arbitraire judiciaire et pénal. Le magistrat instruira le crime par des « voies légitimes ». En sorte que si cette connaissance n'est pas du ressort de la compétence des juges, ils y emploient des personnes qui y sont propres, comme les sages-femmes dans les cas de viol, les médecins et les chirurgiens contre les homicides et ces experts employés doivent donner leur relation sous serment, sans quoi le crime serait encore censé inconnu ; ce que l'on dit d'un homicide peut être dit de tous les délits dont il peut rester quelque vestige, comme d'un incendie dont on visite le lieu et les débris [...]»³⁸.

Sous l'Ancien Régime, marqué par le naturalisme de la médecine matérialiste que la Renaissance réactive pour désenchanter le corps et l'âme afin d'en forger l'unité anthropologique, porté et développé par la procédure inquisitoire, auxiliaire de l'enquête judiciaire, l'art des rapports en chirurgie mène pratiquement à la « science fort difficile » de la médecine judiciaire qui incombe aux experts assermentés en justice. Lieux du crime où descend le juge pour « lever » le cadavre, chambre des morts, prison : sur la scène pénale, les experts mettent en preuves le corps meurtri, encore en vie ou mort. Leur diagnostic éclaire le juge sur chaque « circonstance » du crime qualifié ainsi avec plus d'évidence matérialiste. *De visu*, selon l'objectivité naturaliste de la police des corps et des sciences physiques, les experts – matrones, chirurgiens, médecins – rédigent des rapports authentiques qui objectivent et certifient le *corpus delicti*. Le naturalisme médico-légal transforme les vestiges du crime en indices probatoires pour l'arbitraire des magistrats en affinant la certitude jurisprudentielle des normes pénales.

Depuis la Renaissance au moins, défini par les textes juridiques de l'État pénal (Caroline, Ordonnance criminelle de 1670, lois et constitutions du royaume de Sardaigne, etc.), affiné par la pratique que révèle l'archive judiciaire, le statut de la médecine légale comme savoir naturaliste sur les corps meurtris trouve son apogée épistémologique en 1816 dans le neuvième volume de l'*Encyclopédie méthodique Médecine*, synthèse du moment critique des Lumières, matrice du moment positiviste³⁹.

³⁸ Risi (1768, p. 40).

³⁹ *Encyclopédie méthodique, Médecine* (IX, p. 549) ; Porret in Blanckaert et Porret (2006, p. 13-56).

TABLE SYNOPTIQUE

DES ÉTUDES MÉDICALES, D'APRÈS LE MODE ACTUEL D'ENSEIGNEMENT DES ÉCOLES DE FRANCE.

À lire la « Table synoptique » des études médicales, la médecine légale divisée en deux catégories (médecine légale judiciaire, police médicale) devient une des sous-branches autonomes des « Études médicales directes » qui concernent la société tout entière. Contemporain du passage de l'arbitraire à la légalité des délits et des peines (Code pénal de 1791, 1810), récusant l'empirisme philosophique des Lumières et les savoirs diffus de la médecine judiciaire, ouvrant la voie au positivisme scientifique et aux savoirs constitués de la médecine légale, la « Table synoptique » de l'*Encyclopédie méthodique Médecine* entérine la constitution et la genèse prometteuse de la médecine légale comme médecine générale de la criminalité et des institutions pénales. Le crime focalise le savoir des « experts scientifiques » du corps meurtri et de la personnalité délictueuse. Entre la scène du délit, le laboratoire et la cour de justice, ils considèrent la criminalité connue dans une approche morale, préventive et prophylactique en tant que symptôme pathologique de l'anomie sociale, souvent imputable aux indésirables sociaux, mais à laquelle s'opposera dans une perspective rétributive la « science du crime »⁴⁰.

Dans le cadre du monopole pénal contre la vengeance privée qu'exerce l'État moderne depuis la Renaissance, au cœur de la modernité inquisitoire, entre doctrine et pratique, à l'instar de celle du *corps puni*, l'histoire institutionnelle et sociale des savoirs médico-légaux sur le *corps meurtri* reste à écrire de manière globale pour l'Ancien Régime. Entre acteurs sociaux (magistrats, experts, justiciables) et dispositifs de l'expertise d'objectivation des corps et des choses, cette histoire dans le prisme des usages judiciaires de l'État pénal devrait aborder la longue durée de la constitution des savoirs naturalistes. Par l'écriture, ces savoirs à finalité probatoire visent à objectiver et à quantifier les circonstances matérielles et morales des crimes de sang. Ce dispositif permet d'endiguer l'arbitraire de la qualification judiciaire et d'affiner la motivation pénale au plus près des signes pathologiques des corps meurtris que diagnostiquent et quantifient les experts.

Michel Porret
 Université de Genève, ISTGE
 Équipe DAMOCLÈS
<http://unige.ch/lettres/istge/damocles/>
michel.porret@unige.ch

⁴⁰ Becker et Wetzell (2006); Jorland (2010); Rafter (2009).

Sentence Criminelle

35

Mes Dits Très Honorés Seigneurs, ayant vu le procès
Criminel fait & poursuivi par Digneux, l'ex, à l'instance
Des Dits Procureur Général

Contre

Jacques Clavel, garçon menuisier, l'aveugard

Par lequel il leur est clairement apparu, tant par la
suite & contumace, qu'à autres preuves suffisantes résultant
Du procès, qu'oubliant toute crainte de Dieu, il auroit
attenté à la supériorité d'une jeune fille de quatre ans &
D'une, lors qu'il étoit allé à l'École, venant, l'as & crime
méritant grève punition corporelle.

De ces causes, Mes Dits Très Honorés Seigneurs
siégeant sur les Tribunal De Leurs Prédécesseurs suivant
leur ancienne coutume, ayant Dieu & ses saintes Écritures
devant les yeux, & après avoir invoqué son saint nom pour
rendre jugement D'icelle, en disant, Au nom Du Père Du
Fils & Du S^t Esprit Amen

Ils ont par cette leur sentence Dispositive, qu'ils donnent
ici par écrit, condamné ainsi qu'ils condamnent ledit Jacques
Clavel, à être lié & garotté par l'Exécuteur de la Haute
Justice, & conduit à la place de l'Hôtel de la ville, pour là,
au tour d'un Pilote dressé à cet effet, être battu de verges
la hante au col, jusques à effusion De sang, à être banni
à perpétuité De la ville & Des terres sous peine de mort,
& aux dépens De son procès. Et ce pour servir D'exemple
à quiconque semblable crime voudroit commettre.

Et d'autant que ledit Jacques Clavel n'a pu être appréhendé,
Mes Dits Très Honorés Seigneurs, ordonnent que leur
sentence soit exécutée par Effigie.

Mandant au Seigneur Lieutenant de la faire mettre à
Dites exécution.

AEG PC 12771, viol, 1775.

BIBLIOGRAPHIE

- Allinne, J.-P., Gauvard, C., Jean, J.-P. (Ed.) (2014) *Le peuple en justice*, Paris: AFHJ, La documentation française.
- Barras, V., Porret, M. (Dir.) (1999) *Homo criminalis*. Pratiques et doctrines médico-légales (XVI^e-XX^e siècles), Genève, *Équinoxe. Revue de sciences humaines*, 22.
- Becker, P., Wetzell, R. (Ed.) (2006) *The Criminals and their Scientists. The History of Criminology in International Perspective*, New York: Cambridge, CUP.
- Baumer, J.-W. (1778) *Medicina forensi, praefer partes consuetas, primas lineas jurisprudentiae medico-militaris et veteririano-civilis continens*, Francofurti et Lipsiae.
- Blanckert, C., Porret, M. (2006) *L'Encyclopédie méthodique (1782-1832). Des Lumières au positivisme* (avec la collaboration de F. Brandli), Genève: Droz.
- Brittain, P.R. (1965) Origins of legal medicine: *Constitutio Criminalis Carolina*, *Medecine-legal journal*, 33, p. 124-127.
- Chamayou, G. (2008) *Les corps vils. Expérimenter sur les êtres humains aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris: Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte.
- Chauvaud, F. (2000) *Les experts du crime. La médecine légale en France au XIX^e siècle*, Paris: Aubier.
- Clark, M. et Crawford, C. (Ed.) (1994) *Legal Medicine in History*, Cambridge, CUP.
- Damhouder, J. (2005) *Praxis Rerum Criminalium*, Anvers, 1601, [Reprint] Clark (NJ): The Lawbook Exchange.
- Desmaze, Ch. (1880) *Histoire de la médecine légale en France d'après les lois, registres et arrêts criminels*, Paris: Charpentier.
- Durand, B., Poirier, J., Royer, J.-P. (Ed.) (1997) *La douleur et le droit*, Paris: PUF.
- Encyclopédie Méthodique. Médecine* (1816) [...] Par une société de médecins, 13 vol., 1787-1830, IX, Paris: veuve Agasse.
- Farcy, J.-C., Kalifa, D., Luc, J.-N. (Dir.) (2007) *L'enquête judiciaire en Europe au XIX^e siècle. Acteurs, imaginaires, pratiques*, Paris: Creaphis.
- Fisher-Homberter, E. (1983) *Medizin vor Gericht. Gerichtsmmedizin von der Renaissance bis zur Aufklärung*, Huber: Bern.
- Fodéré E. (1813) *Traité de médecine légale et d'hygiène publique ou police de santé adapté aux codes de l'empire français et aux connaissances actuelles*, 6 vol., Paris: Mame, 2^e éd.
- Foucault, M. (1993) *Surveiller et punir. Naissance de la prison* (1975) Paris, Tel-Gallimard.
- Fonsesca, C.D. (Ed.) (1987) *La Storia della Medicina Legale, ricerca e problemi*, Reggio Emilia.
- Friedland, P. (2012) *Seeing Justice Done. The Age of Spectacular Capital Punishment in France*, Oxford: O.U.P.
- Guérin, F.P.-M. (1929) *Le Médecin et la justice du XIII^e au XVIII^e siècle en France et en Lorraine*, Verdun: Frémont et fils, thèse en médecine.
- Guillien-Bruneteau, A.-M. (1975) *Histoire de la médecine légale*, Paris: université de Paris V, faculté de Médecine.
- Jeanclos, Y. (1996) *La législation pénale de la France du XVI^e au XIX^e siècle*, Paris: PUF (QSI ?).
- Jorland, G. (2010) *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France*, Paris: Gallimard.

- Jousse, D. (1771) *Traité de la justice criminelle de France*, 4 vol., Paris: Debure.
- Klein, J.-F. (1998) *Le corps blessé. Pratique et incidence de l'expertise médico-légale au XVIII^e siècle à Genève*, université de Genève, faculté des Lettres, ISTGE, mémoire de licence sous la direction de Michel Porret.
- Labbée, X. (1990) *Condition juridique du corps humain avant la naissance et après la mort*, Lille: PUL.
- Lafosse, J. (1777) Médecine légale, in *Supplément à l'Encyclopédie*, III, Amsterdam.
- Lacassagne, A. (1878) *Précis de médecine judiciaire*, Paris: Masson.
- Lecuir, J. (1979) La médicalisation de la société française dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle : aux origines des premiers traits de médecine légale, *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 86, 3, p. 231-250.
- Leggi et Costituzioni di sua Maestà/Lois et constitutions de sa Majesté* (1729) II, Torino, Academia Reale, Battista Chais, 1729.
- Locard, E. (Ed.) (1902) *Le XVII^e siècle médico-judiciaire*, Lyon, Paris: Storck (bibliothèque de criminologie).
- Levanti, J.-T. (1951) *L'Évolution de la médecine légale à travers les âges*, Bordeaux: Sammarcelli.
- Mahon, P.A.O. (1801) *Médecine légale, avec quelques notes du Citoyen Fautrel*, 3 vol., Rouen (Frimaire an X, décembre 1801).
- Mandressi, R. (2003) *Le Regard de l'anatomiste. Dissections et invention du corps en Occident*, Paris: Seuil.
- Mandrou, R. (1968) *Magistrats et sorciers en France au XVII^e siècle. La fin des bûchers de sorcellerie*, Paris: Plon.
- Marc, C.-C.-H. (1808) *Manuel d'autopsie cadavérique médico-légale traduit de l'allemand du docteur Rose*, Paris: Duminil-Lesueur, Crochard.
- Menenteau, S. (2013) *L'autopsie judiciaire. Histoire d'une pratique ordinaire au XIX^e siècle*, Rennes, PUR.
- Munoz, J. et Manuel, J. (1974) *Historia legislativa del cuerpo de medico forenses*, Valladolid: Acta Histórico-Médica Vallisoletana.
- Olivier E. (1939) *Médecine et santé dans le pays de Vaud au XVIII^e siècle: 1675-1798*, Lausanne: La Concorde.
- Orfila, M.J.B. et Lesueur, O. (1831) *Traité des exhumations juridiques*, I, Paris, Bruxelles, Londres: Béchet, Librairie médicale française, Alexandre.
- Pastore, A. (1998) *Il medico in tribunale. La perizia medica nella procedura penale d'antico regime (secoli XVI-XVIIIe siècle)*, Bellinzona: Casagrande.
- Pastore, A., Rossi, G. (Ed.) (2008) *Paolo Zacchia. Alle origini della medicina legale 1584-1659*, Milano: Franco Angeli.
- Planques, J. (1959) *La médecine légale judiciaire*, Paris: PUF (QSJ?).
- Porret, M. (1995) *Le crime et ses circonstances. De l'esprit de l'arbitraire au siècle des Lumières selon les réquisitoires des procureurs généraux de Genève*, Genève: Droz.
- Porret, M. (1998) Expertises typographico-légales et censure des imprimés au XVIII^e siècle : l'exemple genevois, *La lettre clandestine*, Paris, 7, p. 73-88.

- Porret, M. (2000) Victimes du crime en son corps et en son âme. Les enjeux de la médecine judiciaire au siècle des Lumières à Genève, in Garnot, B. (Ed.), *Les victimes des oubliées de l'histoire*, Rennes: PUR, p. 469-479.
- Porret, M. (2007) L'expertise des noyés au siècle des Lumières: l'exemple de Genève in Chauvaud, F., Cordier, P. et al., *Corps submergés, corps engloutis: une histoire des noyés et de la noyade de l'Antiquité à nos jours*, Paris: Créaphis, p. 123-137.
- Porret, M. (2008a) *Sur la scène du crime. Pratique pénale, enquête et expertises judiciaires à Genève (XVIII^e-XIX^e siècles)*, PUM: Montréal.
- Porret, M. (2008b) Entre archaïsme et modernité: la figure de Paolo Zacchias dans la pensée médico-légale française dès 1750, in Pastore, A. et Rossi, G. (Ed), *Paolo Zacchia. Alle origini della medicina legale 1584-1659*, Milano: Franco Angeli.
- Porret, M. (Dir.) (2010) La médecine légale entre doctrines et pratiques, *Revue des sciences humaines*, 22.
- Porret, M. (2013) L'archive du dernier instant. Histoire sensible des lettres d'adieu des suicidés au XVIII^e siècle, *Retour d'y voir. Une scène romande, mamco-revue*, p. 826-853.
- Porret, M. (2014) Un crime obscur, une mort atroce. Répression, investigations judiciaires et médico-légales de l'empoisonnement (XVIII^e siècle) in Chauvaud, F., Bodiou, L. et Soria, M. (Ed.), *Le Corps empoisonné. Pratiques, savoirs, imaginaires de l'Antiquité à nos jours*, Paris: Classiques Garnier, p. 351-369.
- Porret M. et Brandli F. (2014), *Les corps meurtris. Investigations judiciaires et expertises médico-légales au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR (collaboration: Borda d'Agua, F., Vernhes-Rappaz, S.).
- Prévost, C.-J. (1753) *Principes de jurisprudence sur les visites et rapports judiciaires des médecins, chirurgiens, apoticaire et sages-femmes*, Paris: Guillaume Desprez.
- Rafter, N. (Ed.) (2009) *The Origins of Criminology. A Reader*, Abingdon Oxon: Routledge.
- Risi, P. (1768) *Observations sur des matières de jurisprudence criminelle*, Lausanne, Milan: Grasset, Galeazzi.
- Sauvain, B. (1999) *Aussi exact que circonstancié: qualification de vol, expertises judiciaires et pratique pénale à Genève (1750-1780)*, université de Genève, faculté des Lettres, mémoire de licence sous la direction de Michel Porret.
- Sbriccoli, M. (2005) La Triade, le bandeau, le genou. Droit et procès pénal dans les allégories de la justice du Moyen Âge à l'âge moderne, *Crime, Histoire et Sociétés*, 9, 1, p. 33-78.
- Shatzmiller, J. (1989) *Médecine et justice en Provence Médiévale, Documents de Manosque, 1262-1348*, Aix en Provence: Publications de l'université de Provence.
- Spierenburg, P. (2008) *The Spectacle of Suffering: Executions and the Evolution of Repression: From a Preindustrial metropolis to the European Experience* (1984), Cambridge: CUP.
- Taxes des émoluments, et des droits pour les magistrats, tribunaux, et officiers des États de sa majesté* (1729), Turin: Académie royale, Jean-Baptiste Chais.
- Testori, O. (2015) Pratique médico-légale au temps des Lumières: l'investigation des chirurgiens dans le ressort rural de la République de Genève (1750-1792), *Crime, Histoire et Société*, 19, 2, p. 25-52.
- Vallon, Ch. et Genil-Perrin, G. (1912) *La psychiatrie médico-légale dans l'œuvre de Zacchias (1584-1659)*, Paris: Doin.